

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) Services d'entretien courant**

**Marché de prestations de fourniture et de services**

**Pouvoir adjudicateur : ANCT**

Agence Nationale de la Cohésion des Territoires  
20 avenue de Ségur, TSA 10717, 75334 PARIS CEDEX 07

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 0</b>	<b>PREAMBULE</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 1</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET ETENDUE DES PRESTATIONS</b>	<b>5</b>
1.1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
1.2	ALLOTISSEMENT	5
1.3	FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
1.4	TRANCHES	6
1.5	ETENDUE DES PRESTATIONS	6
1.5.1	<i>Prestations exclues de l'accord-cadre</i>	
1.6	PRESTATIONS SIMILAIRES	7
<b>ARTICLE 2</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>8</b>
2.1	PIECES PARTICULIERES	8
2.2	PIECES GENERALES	8
<b>ARTICLE 3</b>	<b>DUREE DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>8</b>
3.1	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	8
3.2	RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE	8
<b>ARTICLE 4</b>	<b>MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE</b>	<b>9</b>
4.1	BONS DE COMMANDE EMIS SUR LA BASE DES PRIX DU BPU	9
4.2	BONS DE COMMANDE EMIS POUR DES PRESTATIONS EXCEPTIONNELLES NON PREVUES PAR LE BORDEREAU DES PRIX	9
4.3	TRANSMISSION DES BONS DE COMMANDE	9
4.4	MODIFICATION, SUSPENSION OU ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	10
4.5	CONTENU DES BONS DE COMMANDE	10
4.6	DELAI D'OBSERVATION DU TITULAIRE SUR LES BONS DE COMMANDE	10
4.7	DUREE DE VALIDITE D'UN BON DE COMMANDE	10
<b>ARTICLE 5</b>	<b>DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>10</b>
5.1	DEFINITIONS	10
5.2	DELAI D'EXECUTION PARTIE A BON DE COMMANDES	11
5.3	DELAI D'EXECUTION PARTIE FORFAITAIRE	11
5.4	PROLONGATION DES DELAIS	11
<b>ARTICLE 6</b>	<b>REGLES ET NORMES</b>	<b>11</b>
6.1	CADRE GENERAL	11
6.1.1	<i>Plomb</i>	11
6.1.2	<i>Amiante</i>	12
6.1.3	<i>Permis feu</i>	12
6.1.5	<i>Plan de Prévention des Risques – Mesures de prévention liées aux risques d'interférence</i>	12
6.2	REGLES ET NORMES SPECIFIQUES ET OBTENTION DE CERTIFICATION	
<b>ARTICLE 7</b>	<b>CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES CONDITIONS D'INTERVENTION</b>	<b>13</b>
7.1	CONNAISSANCE DES LIEUX	13
7.2	CONDITIONS D'INTERVENTION	13
7.3	ASTREINTE	14

<b>ARTICLE 8 OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....</b>	<b>16</b>
8.1 APPLICATION DE LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR .....	16
8.2 DOCUMENTS A REMETTRE .....	17
8.2.1 Documents à remettre en cours d'exécution de l'accord-cadre .....	17
8.2.2 Documents fiscaux et sociaux .....	17
8.3 OBLIGATIONS D'INFORMATION .....	19
8.3.1 MODIFICATIONS DANS LA STRUCTURE DU TITULAIRE .....	19
8.3.2 Présentation d'un sous-traitant .....	20
8.3.3 Documents obligatoires – reprise du personnel dans le cadre d'une éventuelle nouvelle mise en compétition <i>Erreur ! Signet non défini.</i>	
8.4 OBLIGATIONS DIVERSES DU TITULAIRE .....	20
8.4.1 Responsabilités et assurances .....	20
8.4.3 Travailleurs étrangers .....	21
8.4.4 Vêtements de travail .....	21
8.4.5 Effectifs et moyens mis en œuvre .....	21
8.4.6 Consignes de sécurité .....	21
8.4.7 Responsable administratif, technique et financier (RATF) .....	21
8.4.8 Dispositions en cas d'arrêt de travail .....	22
<b>ARTICLE 9 OBLIGATIONS DE L'ANCT .....</b>	<b>22</b>
9.1 COORDONNEES DU (DES) REFERENT(S) L'ANCT .....	22
9.2 ACCES AUX LOCAUX ET EQUIPEMENTS .....	22
9.3 FOURNITURE D'EAU ET D'ELECTRICITE .....	22
<b>ARTICLE 10 OPERATIONS DE VERIFICATION .....</b>	<b>22</b>
10.1 MODALITES DE VERIFICATION .....	22
10.2 DECISIONS APRES VERIFICATIONS .....	23
<b>ARTICLE 11 PENALITES .....</b>	<b>23</b>
11.1 PENALITES DE RETARD D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....	23
11. 3 AUTRES PENALITES .....	24
11.4 EXONERATION DE PENALITES .....	26
11.5 DISPOSITIONS D'APPLICATION .....	26
<b>ARTICLE 12 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....</b>	<b>26</b>
12.1 AVANCE .....	26
12.2 ACOMPTES .....	26
12.3 RETENUE DE GARANTIE .....	26
<b>ARTICLE 13 CONTENU DES PRIX - VARIATION DES PRIX .....</b>	<b>26</b>
13.1 CONTENU DES PRIX .....	26
13.2 VARIATION DANS LES PRIX .....	27
13.2.1 Mois d'établissement des prix .....	27
13.2.2 Choix de l'index/indice de référence .....	27
13.2.3 Modalités de révision des prix .....	27
<b>ARTICLE 14 MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE .....</b>	<b>28</b>
14.1 FACTURATION ELECTRONIQUE .....	28
14.2 FACTURATION .....	28

<b>ARTICLE 15 REGLEMENT .....</b>	<b>29</b>
15.1 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	29
15.2 INTERETS MORATOIRES .....	30
<b>ARTICLE 16 SUSPENSION DU MARCHE POUR IMPREVISION .....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 17 RESILIATION .....</b>	<b>30</b>
17.1 DISPOSITIONS GENERALES .....	30
17.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE .....	30
<b>ARTICLE 18 INTERPRETATION / DROIT APPLICABLE .....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 19 LANGUE APPLICABLE AU MARCHE.....</b>	<b>31</b>
<b>ARTICLE 20 TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE .....</b>	<b>31</b>
<b>ANNEXE 1 - REVISION DES PRIX .....</b>	<b>32</b>
<b>ANNEXE 2 - MODELE DE FACTURE TRIMESTRIELLE POUR LES PRESTATIONS FORFAITAIRES</b> <b>.....</b>	

## **PREAMBULE**

L'Agence nationale de la cohésion des territoires a pour mission d'accompagner les collectivités et leurs groupements dans la mise en œuvre de leurs projets.

Depuis 2020, l'ANCT soutient et redynamise le commerce dans les territoires fragiles : zones rurales, villes moyennes ou petites, zones périurbaines et quartiers prioritaires de la ville. Pour ce faire, elle intervient selon deux modalités :

- Elle assure depuis 2021 le déploiement du fonds de restructuration des locaux d'activités, du fonds de soutien au commerce rural et du fonds de transformation environnementale des zones commerciales périurbaines. À travers ces financements, elle mobilise une ingénierie dédiée (études, ingénierie de projet, juridique et foncière) pour faire émerger des projets immobiliers structurants et restaurer la qualité et la diversité de l'offre commerciale, artisanale, ou de service, essentielles à l'attractivité des territoires.
- Elle peut prendre, à défaut d'initiative privée, la maîtrise d'ouvrage d'opérations immobilières, destinées à la redynamisation du commerce et de l'artisanat. Ces interventions immobilières à vocation économique peuvent intégrer en complément du commerce et de l'artisanat, des tiers-lieux, pôles médicaux, petits programmes de bureaux dans les quartiers prioritaires ou centres anciens.

## ARTICLE 1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

### 1.1 Objet de l'accord-cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de services d'entretien CVC (chauffage, ventilation, climatisation) et plomberie.

### 1.2 Allotissement

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique, l'objet de ce marché ne se prête pas à l'allotissement car il ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### 1.3 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre comporte des prestations traitées à prix :

- **mixte**, comprenant une part à prix forfaitaire et une part à prix unitaires traités à bons de commande conformément aux articles R 2162-2 et suivants du Code de la commande publique :

– une **part forfaitaire** correspondant aux prestations d'entretien courant et de maintenance des installations CVC et plomberie, **estimée à 20 000 € HT par an, soit 80 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre ;**

– une **part à prix unitaires**, exécutée à la survenance des besoins via bons de commande, pour des prestations non comprises dans le forfait. Cette part à bons de commande est **estimée à 10 000 € HT par an, soit 40 000 € HT sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre.**

Les prestations à prix global forfaitaire portent sur la réalisation de prestations afférentes à l'entretien courant et la maintenance des installations CVC (chauffage, ventilation, climatisation) et plomberie.

Les prestations à prix unitaires sera utilisée pour :

- les prestations non comprises dans celles de type forfaitaire.

Les prestations à prix unitaires s'exécuteront à la survenance des besoins dans les limites suivantes :

Intitulé	Montant minimum annuel en € HT	Montant maximum annuel en € HT	Montant maximum sur la durée totale de l'accord cadre en € HT
	Sans	10 000€	40 000€

Les modalités d'émission des bons de commande sont précisées à l'article 4 du présent CCAP

## 1.4 Tranches

L'accord-cadre n'est pas décomposé en tranches

## 1.5 Etendue des prestations

### 1.5.1 Clause de réexamen :

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'un réexamen au titre de :

1. **La rémunération forfaitaire annuelle :** elle pourra être amenée à évoluer en plus ou en moins-value pour tenir compte de l'évolution du patrimoine de l'ANCT notamment dans les situations suivantes :
  - suppression de prestations prévues dans la décomposition du prix global et forfaitaire (annexe 1 à l'acte d'engagement),
  - opération de travaux impactant les prestations objet du marché.

De plus le Titulaire est tenu d'accepter en cours d'exécution du marché :

- la modification des surfaces chauffées,
- les transformations ou les améliorations des installations,
- la modification des caractéristiques thermiques des installations et locaux chauffés,
- la modification des conditions de fonctionnement,
- la prise en charge ou l'abandon de matériels ou d'équipements...
- L'ajustement de la rémunération se fera au regard des prix du marché.

La modification du périmètre géographique ne pourra cependant conduire à une modification de plus de 20 % à la hausse comme à la baisse du montant initial du marché sur la période concernée

L'ajustement de la rémunération se fera au regard des prix de l'accord-cadre.

La modification du périmètre géographique ne pourra cependant conduire à une modification de plus de 20 % à la hausse comme à la baisse du montant initial de l'accord-cadre sur la période concernée

### 2. **Le Bordereau des prix unitaires initial :**

- a. Pourra faire l'objet d'ajout de prix nouveaux pour tout nouveau besoin, sous réserve que les prix nouveaux se rattachent à une famille de prix existante et aient un lien direct avec l'objet de l'accord-cadre ; dans une limite de 10% des références prévues au BPU. Une évolution de 15% en plus ou en moins-value du prix initial pourra être acceptée.
  - b. Dans l'hypothèse où certaines références du BPU s'avèreraient inadaptées, obsolètes ou inefficace l'acheteur pourra demander de nouvelles références en substitution. Une évolution entre de 10 et 15 % en plus ou en moins du prix initial pourra être acceptée. Les substitutions d'article ne pourront pas concerner plus de 10% des références du BPU.
  - c. Apparition de produits innovants : en cas d'apparition de produits innovants similaires/substituables à ceux commandés dans l'accord-cadre initial, l'accord-cadre pourra alors être modifié conformément à l'article R.2194-1 du code de la commande publique après justification du titulaire de l'innovation des nouveaux modèles proposés et après acceptation par l'acheteur du devis proposé par le titulaire.
3. Possibilité de recourir à la passation d'accords-cadres similaires, tel que prévu à l'article R.2122-7 du code de la commande publique, pour des extensions de périmètre, notamment en cas de défaillance ou de non- reconduction d'un autre lot, pour garantir la continuité de service pour une durée maximale de 1 an.

4. Le recours à ces accords-cadres se fera dans le respect des règles édictées lors de la consultation et notamment dans le respect de la limitation du nombre de lots auxquels un prestataire peut être attributaire.
5. Pour faire face à d'éventuelles hausses exceptionnelles du cours des matières premières utiles à l'exécution du marché, les modalités de révisions des prix seront adaptées de la façon suivante :

La révision des prix, telle que prévue à l'article 13.2 du CCAP, deviendra semestrielle pour l'exercice concerné dès lors qu'une évolution de plus de 5% des prix sera constatée depuis la dernière révision. Le titulaire devra en faire la demande au plus tard un mois avant sa mise œuvre avec les justificatifs à l'appui. Toutefois la présente clause de réexamen ne pourra s'appliquer que dans la limite d'une évolution des prix de 10 %. Au-delà les parties se rencontreront pour étudier les conséquences sur la poursuite du marché. Les présentes dispositions ne sont applicables qu'à partir du second exercice. Les prix resteront fermes la première année quelque soient les circonstances
6. En cas de circonstance que les parties, bien que diligentes, ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties pourront, conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, établir par voie d'avenant les modalités de prise en charge des surcoûts éventuellement engendrés par cette circonstance imprévisible sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Sont exclues de l'évaluation des conséquences de cet événement imprévisible, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou l'indice figurant à l'article 13.2.2 du présent CCAP.

## **1.6 Prestations similaires**

Conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique l'ANCT se réserve la possibilité de recourir à des accords-cadres sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires.

Il pourra être envisagé de recourir à un accord-cadre sans publicité ni mise en concurrence préalable en cas de défaillance d'un des titulaires des lots objet du présent CCAP ou de non-reconduction du marché. Celui-ci ne pourra être conclu que pour une durée maximale n'excédant pas 12 mois.

## **ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous. Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. - F.C.S., en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent par ordre de priorité décroissant :

### **2.1 Pièces particulières**

- l'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes :
  - o annexe : DPGF ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire original conservé par l'ANCT fait seul foi, et ses annexes :
  - o annexe 1: RGPD
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire original conservé par l'ANCT fait seul foi, et ses annexes :
- l'offre technique du titulaire dont les dispositions ne sont opposables qu'au seul titulaire
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.



- Un plan de prévention des risques.

## **2.2 Pièces générales**

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux accords-cadres de fournitures courantes et de services (CCAG F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JO du 1<sup>er</sup> avril 2021 ; celui-ci bien que non joint, est réputé connu du titulaire de l'accord-cadre.
- Le "Guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat" – approuvé par la décision n° 200717 du 4 mai 2007 du Comité exécutif de l'OEAP, sauf clauses dérogatoires des présents C.C.T.P. et C.C.A.P.
- Le R.E.E.F. du C.S.T.B. et ses mises à jour à la date du marché.
- En complément du R.E.E.F., les règles de calcul et documents conformes au D.T.U.

Le Titulaire devra respecter l'ensemble des textes législatifs et réglementaires applicables en matière d'exploitation et maintenance des installations de production et de distribution de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de VMC et de suppression, ainsi qu'en matière de sécurité incendie.

## **ARTICLE 3 DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

### **3.1 Durée de l'accord-cadre**

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de la date de notification. L'accord-cadre est reconductible 3 fois par tacite reconduction pour une durée de 12 mois, sans que sa durée ne puisse excéder 48 mois.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, la personne habilitée à signer l'accord-cadre prend par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre. L'ANCT notifie au titulaire la décision de non-reconduction cinq mois avant la fin de la durée de l'accord-cadre.

Dans ce cas, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

## **ARTICLE 4 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

### **4.1 Bons de commande émis sur la base des prix du BPU**

Les prestations à prix unitaires sont rémunérées par application des prix indiqués dans le bordereau des prix unitaires (BPU).

L'exécution des prestations à prix unitaires du présent accord-cadre, est subordonnée à un bon de commande préalable et régulier émis par l'ANCT, signé par un représentant habilité.

### **4.2 Bons de commande émis pour des prestations exceptionnelles non prévues par le bordereau des prix**

Les prestations objet du présent accord-cadre sont détaillées dans le bordereau des prix unitaires. Toutefois, l'ANCT se réserve la possibilité de commander de manière exceptionnelle d'autres prestations entrant dans l'objet du présent accord-cadre en fonction de besoins nouveaux qui pourraient survenir en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le recours à des prestations non décrites dans le bordereau des prix unitaires doit rester limité. En cas d'urgence de nouvelles prestations, leur ajout au bordereau se fera

automatiquement après acceptation du devis par le représentant de l'ANCT dans les conditions prévues ci-après.

Le titulaire établira son devis sur la base

L'exécution des prestations même non prévues dans le BPU, est subordonnée à un bon de commande préalable et régulier émis par l'ANCT par un représentant habilité. Le bon de commande vaut ordre de service de démarrage des prestations.

Ces prestations feront l'objet de bons de commande notifiés au titulaire après acceptation par l'ANCT du devis préalable obligatoirement établi par le titulaire.

Afin de respecter et d'optimiser la bonne exécution du présent accord-cadre, le titulaire veillera à communiquer un devis correspondant aux prestations demandées, dans un délai de 10 jour ouvré, à compter de la demande écrite de l'ANCT

Dans le cas d'urgence la remise du devis correspondant à la demande du représentant de l'ANCT est soumise à un délai de 48 heures.

#### **4.3 Transmission des bons de commande**

Les bons de commande seront transmis par courriel.

Dans les cas d'urgence, la demande d'intervention peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, courriel...) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

#### **4.4 Modification, suspension ou annulation d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'acheteur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article

##### **4.5 ci-dessous rectifiées.**

La modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

L'ANCT se garde la possibilité d'annuler par écrit (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelconque indemnité.

L'ANCT mettra tout en œuvre pour que l'annulation intervienne dans un délai raisonnable avant la date de commencement d'exécution des prestations.

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme au formalisme décrit ci-dessus, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation (sauf cas d'urgence où le titulaire est saisi par téléphone).

#### **4.5 Contenu des bons de commande**

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à exécuter les prestations sur toute demande de l'ANCT suivant le libellé du bon de commande qui précise :

- la nature des prestations à réaliser
- le délai d'exécution et/ou intervention
- le lieu d'exécution

- le montant de la commande eu égard au bordereau de prix unitaires

#### **4.6 Délai d'observation du titulaire sur les bons de commande**

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. - F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de l'ANCT dans un délai de 7 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

#### **4.7 Durée de validité d'un bon de commande**

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sous réserve que leur exécution au-delà du terme de l'accord-cadre n'aboutisse pas à contourner l'obligation de remise en concurrence qui s'impose à tout acheteur.

### **ARTICLE 5**

### **DELAIS D'EXECUTION**

#### **5.1 Définitions**

**Le délai d'exécution** s'entend comme étant la période comprise entre la date de réception de la commande et la date d'achèvement des prestations.

Il appartiendra donc au titulaire d'avoir tout matériel, personnel et équipements nécessaires à leur réalisation. Leur absence ne pourra en aucun cas être invoquée pour permettre une prolongation dudit délai.

Le délai d'exécution comprend le repliement des installations nécessaires à l'exécution des prestations, le nettoyage et la remise en état des lieux.

Le délai d'exécution du bon de commande part de la date de sa notification ou de la date de démarrage indiquée dans le bon de commande.

Sauf dans les cas d'urgence, les délais fixés en jours s'entendent en jours calendaires.

#### **5.2 Délai d'exécution partie à bon de commandes :**

Le délai d'exécution de la prestation est fixé à l'article 1.2 du CCTP.

#### **5.3 Délai d'exécution partie forfaitaire :**

Le délai d'exécution et/ou la périodicité d'exécution des prestations est fixé selon les gammes de maintenance définies dans le CCTP et ses annexes.

#### **5.4 Prolongation des délais**

Dans les conditions prévues au CCAG FCS, une prolongation des délais d'exécution pourra être accordée par L'ANCT. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à L'ANCT les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin de l'accord-cadre, dans le cas où l'accord-cadre arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur la durée de la prolongation demandée.

L'ANCT dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que l'accord-cadre n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

## **ARTICLE 6 REGLES ET NORMES**

### **6.1 Cadre général**

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande de l'ANCT.

Toute prestation du présent de l'accord-cadre sera exécutée conformément aux prescriptions des normes et règlements français en vigueur, et aux Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) applicables. Ceux-ci sont précisés dans le CCTP.

#### **6.1.1 Plomb :**

En cas de présence de matériaux ou produits contenant du plomb, le titulaire utilisera un procédé adapté au type de support et validé par la CRAMIF.

Toutes précautions seront prises par le titulaire pour que la mise en œuvre des travaux sur supports contenant du plomb ne présente aucun risque pour la santé des occupants et des personnes chargées de l'exécution de ces travaux.

Le titulaire de l'accord-cadre devra se conformer à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de la législation du travail, de la santé publique, de l'environnement et de leurs textes d'application.

Une attention particulière sera portée sur le choix des protections collectives et individuelles ainsi que dans les modes de tri, de stockage et d'élimination des éventuels déchets.

Le choix de la technique et des mesures de prévention doit tenir compte de l'occupation des locaux dans le respect des principes généraux de prévention.

#### **6.1.2 Amiante :**

En cas de présence de matériaux ou produits contenant de l'amiante, toutes précautions seront prises par le titulaire pour que la mise en œuvre des travaux sur supports amiante ne présente aucun risque pour la santé des occupants et des personnes chargées de l'exécution de ces travaux.

Le titulaire de l'accord-cadre devra se conformer à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions de la législation du travail, de la santé publique, de l'environnement et de leurs textes d'application.

Il est rappelé que les entreprises réalisant des opérations de confinement ou de retrait d'amiante doivent veiller au respect des règles techniques et des règles de qualification en vigueur. Les déchets doivent être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de stockage ou les centres de traitement appropriés.

Le choix de la technique et des mesures de prévention doit tenir compte de l'occupation des locaux dans le respect des principes généraux de prévention.

#### **6.1.3 Permis feu :**

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds. Tout intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en œuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Les travaux par points chauds regroupent :

- les opérations d'enlèvement de matières ou de désassemblage d'équipements (découpage, meulage, ébardage...),
- les opérations d'assemblage (soudures) ou d'étanchéité (bitume).

Il est rappelé que le permis de feu a une durée limitée dans le temps. Il doit être réévalué dès qu'un de ses éléments constitutifs a changé (lieu, environnement, nature des travaux, intervenants...).

#### **6.1.4 Plan de Prévention des Risques – Mesures de prévention liées aux risques d'interférence :**

Le décret n°92-158 du 20 février 1992 fixe les prescriptions en matière d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Dans ce contexte, l'ANCT souhaite s'assurer que les risques présents sur son patrimoine ont bien été portés à la connaissance des entreprises intervenantes.

Un Plan de Prévention Générique au à l'accord-cadre sera établi et signé avec le prestataire au plus tard dans les 15 jours suivant la notification de l'accord-cadre.

Une inspection préalable commune sera réalisée à chaque première intervention de l'entreprise, sur chaque groupe immobilier concerné. Tout refus de participer ou absence du titulaire à cette inspection devra faire l'objet d'un retour écrit de sa part et pourra faire l'objet d'une pénalité.

Les consignes rappelées dans le compte-rendu de cette inspection ne se substituent pas aux obligations de sécurité du titulaire vis-à-vis de son propre personnel et ne le déchargent pas non plus de ses responsabilités contractuelles.

## **ARTICLE 7 CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES CONDITIONS D'INTERVENTION**

### **7.1 Connaissance des lieux**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît notamment,

- avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation de l'accord-cadre, ainsi que des sites, des lieux et locaux en relation avec l'exécution de celui-ci,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution de l'accord-cadre et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents de l'accord-cadre, notamment celles données par le C.C.T.P. et par le bordereau de prix unitaires, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès de l'ANCT.

Il est rappelé que le patrimoine de l'ANCT est composé d'immeubles de conceptions architecturales et d'années de construction différentes. Les équipements et les aménagements de ces ensembles immobiliers peuvent être particuliers à l'époque de construction et aux régimes juridiques auxquels ils ont été rattachés (HBMO, HBMA, HLM, ILN, ILM, PLA, PCL, etc.).

Le titulaire devra prendre toutes dispositions utiles lui permettant de réaliser les prestations

dans des conditions d'exécution n'occasionnant que le minimum de gêne aux locataires.

Tout dépôt de matériel ou matériaux et tout atelier de chantier est interdit dans les lieux communs intérieurs aux immeubles en dehors des heures d'exécution d'une quelconque prestation.

Tout lieu d'exécution d'une quelconque prestation devra être remis en parfait état pour ce qui se rapporte à l'objet du présent accord-cadre.

## **7.2 Conditions d'intervention**

**Après chaque intervention**, le technicien notera sur une fiche d'intervention le travail effectué et les observations : défaut(s) rencontré(s), mauvais fonctionnement, cause(s), avis et propositions concernant toutes améliorations. Cette fiche, datée et signée par son auteur, sera obligatoirement contresignée par un représentant de l'ANCT

Elle fera obligatoirement apparaître :

- le nom de l'intervention (identité, nom de l'entreprise en cas de sous-traitance)
- l'heure d'arrivée et de départ
- la confirmation du travail réalisé ou la nécessité d'une nouvelle intervention
- les défaut(s) rencontré(s), mauvais fonctionnement, cause(s), avis et propositions concernant toutes améliorations

**Un exemplaire de cette fiche sera obligatoirement transmis à L'ANCT par mail à «Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr» et un double transmis avec la facture correspondante.**

S'agissant de bureaux et locaux professionnels occupés, le titulaire est tenu de respecter les règles minimales définies ci-après :

- l'intervention sur un site et plus particulièrement dans un bureau doit être continue,
- le titulaire doit signaler aux salariés la nécessité de déplacer et replacer les mobiliers le gênant dans son intervention, le nettoyage est systématiquement réalisé après l'intervention et aucun stockage n'est admis dans les bureaux, ni dans les circulations, ni sur les locaux techniques des sites,
- en cas de dégâts matériels, l'entreprise aura à sa charge la réparation ou l'indemnisation du dommage à l'ANCT,
- le niveau de confort minimum sera maintenu assurant l'utilisation des locaux (fonctionnement des réseaux (eau et sanitaires + un point d'eau, maintenus en permanence),

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance ou de l'insuffisance d'informations sur les installations, ou de faire état d'une erreur, omission ou imprécision quelconque, pour ne pas exécuter tout ou partie des prestations nécessaires à l'accomplissement de sa mission dans le cadre défini par le présent CCAP et le CCTP.

Il renonce à faire état des éventuelles difficultés provenant de l'état des équipements et installations. Il demeure seul responsable des erreurs qui peuvent se produire soit de son fait, soit par manque de vérification des plans, des schémas et des divers documents contractuels.

## **7.3 Astreinte**

Les dispositions relatives à l'astreinte figurent à l'article 3.2.3 du CCTP.

## **7.4 Protection des installations**

La mission du Titulaire étant de maintenir les installations existantes en bon état de fonctionnement, les dégâts ou les interruptions de service qui peuvent résulter de sa faute sont réparés par lui-même et à ses propres frais. A défaut d'exécution rapide de ces réparations ou après demande de l'ANCT sans effet, l'ANCT peut sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure, les faire exécuter aux frais du Titulaire par tous moyens.

## **7.5 Remise du matériel et des équipements en fin de marché**

Le Titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. En particulier, le Titulaire doit :

- la remise en état des équipements signalés dans les rapports de visites de contrôle des prestations réalisés par l'ANCT ou son assistant technique,
- la remise en état des équipements signalés comme en panne ou défectueux lors de la visite de passation,
- la remise en place des équipements déposés et non remplacés, constatés lors de la visite de passation ou signalés dans le rapport de prise en charge de l'exploitant entrant.

A la date de fin de marché, le Titulaire doit avoir effectué l'entretien de fin de saison et en particulier les ramonages permettant aux installations de démarrer une nouvelle saison.

Le Titulaire accepte pendant le dernier mois de son marché, la présence éventuelle du nouveau Titulaire sans rémunération supplémentaire.

Le Titulaire doit également restituer l'ensemble des clés et badges des locaux techniques ainsi que toute la documentation qui lui a été remise en début de marché ou constituée par lui au cours du marché. Le Titulaire devra notamment remettre à l'ANCT l'ensemble des documents listés dans le CCTP.

Le Titulaire dispose de deux mois pour lever les réserves formulées dans le procès-verbal ou dans le rapport de prise en charge de l'exploitant entrant. Dans le cas contraire, les travaux de remise en état peuvent être assurés par l'ANCT à la charge du Titulaire. Le paiement de ces travaux peut être assuré par une réfaction sur les dernières factures ou par tout autre moyen.

## **7.6 Gestion des demandes d'intervention**

Les demandes d'intervention sont adressées par mail au prestataire.

Dans un délai de 7 jours calendaires après la notification de son marché, le titulaire transmettra une adresse mail unique d'envoi des demandes à :

Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr.

Les demandes seront adressées avec un numéro de demande, le titulaire devra répondre par mail en reprenant le numéro de demande.

Ce numéro devra figurer dans tous les échanges entre le titulaire et l'ANCT relatifs à la demande à savoir :

- confirmation de la prise en compte par le titulaire
- avis de passage informant de la date et de l'identité de l'intervenant et de l'objet de

l'intervention (devis, vérification, travaux,...)

- envoi de la fiche d'intervention
- devis et facture le cas échéant.

A défaut l'ANCT ne pourra pas traiter les échanges du titulaire.

## **ARTICLE 8**

## **OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

D'une manière générale, le Titulaire garantit à l'ANCT :

- la satisfaction des occupants par la qualité et la continuité du service, les conditions et l'uniformité des températures, le respect du niveau de consommation énergétique,
- le respect des conditions de fonctionnement définies dans les spécifications techniques des constructeurs,
- les performances de fonctionnement des installations et équipements au niveau optimal, proches de celui des performances d'origine,
- la fiabilité et la pérennité des installations et équipements par la mise en œuvre d'un programme d'entretien préventif,
- le maintien des installations en conformité avec les règlements de sécurité et les règles de l'art,
- les résultats fixés au présent marché, la recherche permanente et optimale pour l'amélioration des résultats au moindre coût,
- la propreté des locaux et des installations techniques,
- l'assistance et le conseil technique à l'ANCT.

Les obligations de résultat sont définies au regard de la « non-disponibilité » des installations ou d'un équipement, en dehors des arrêts nécessaires pour la maintenance préventive.

Le Titulaire s'engage à respecter les conditions fixées par les concessionnaires fournisseurs d'énergie, Gaz, CPCU, électricité, eau, etc. Le Titulaire est tenu de payer les pénalités appliquées par les concessionnaires pour non-respect de ces conditions.

Pour pallier les inconvénients éventuels dus à l'indisponibilité d'une partie des équipements, le Titulaire doit garantir à l'ANCT dans le cadre de son forfait, la mise à disposition sous 24 heures d'équipements de remplacement, pendant la durée de l'indisponibilité et notamment la mise en place de convecteurs électriques.

Si des dégâts sont occasionnés aux installations par sa faute, il fait procéder à ses frais à toutes réparations quel qu'en soit l'endroit, même s'il s'agit de canalisations en sous-sol, enterrées ou noyées dans les murs ou planchers. Il assure à ses frais la remise en service de l'exploitation après réparations. Les travaux sont exécutés sous le contrôle d'un Maître d'Œuvre désigné par l'ANCT dont les frais sont également supportés par le Titulaire.

### **8.1 Application de la réglementation en vigueur**

Par dérogation aux articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-FCS, les parties conviennent qu'en cas d'évolution de la réglementation relative à la protection des données personnelles, à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail ou à la protection de l'environnement, la sécurité et la santé, cette réglementation s'appliquera immédiatement au contrat en cours sans qu'il soit nécessaire de rédiger un avenant sauf en cas d'incidence financière.



## **8.2 Documents à remettre**

### **8.2.1 Documents à remettre en cours d'exécution de l'accord-cadre**

Le tableau suivant énumère l'ensemble des documents, leur contenu et leur modalité de transmission.

NATURE DU DOCUMENT	ARTICLE	DATE DE TRANSMISSION	DESTINATAIRE
Fiche d'intervention	Article 7.2 du CCAP	Immédiat après intervention	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Notification du numéro d'astreinte	Article 3.2.3 du CCTP	Au plus tard à la date de début des prestations et 15 jours avant la mise en service si changement de numéro	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Document relatif à la présentation d'un sous-traitant	Article 8.3.2 du CCAP	Avant toute intervention	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Factures forfaitaires et sur bons de commande	Article 14 du CCAP	A la fin de chaque trimestre civil pour les prestations forfaitaires 30 jours à compter de la réalisation effective des prestations pour les prestations à bon de commande	Chorus
Permis feu	Article 6.1.3 du CCAP	Au plus tard, au démarrage des travaux par point chaud	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Annexe au CCAP « révision des prix »	Article 3.2.3. du CCAP	Les prix qui suivent le 1 <sup>er</sup> jour de la révision	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Rapport mensuel/trimestriel d'exploitation	Articles 3 du CCTP (lot 1) / 7 du CCTP (lot 2)	Fin de chaque mois et avant la réunion mensuelle de suivi du marché	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Rapport annuel d'exploitation	Articles 8 du CCTP (lot 1) / 7 du CCTP (lot 2)	Au plus tard au cours de la 2 <sup>ème</sup> semaine de janvier et avant la réunion annuelle de présentation du rapport	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Rapport de prise en charge	Articles 8 du CCTP (lot 1) / 7 du CCTP (lot 2)	Deux mois après la prise en charge	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Demande d'arrêt de fourniture	Article 3.1 CCTP	Un mois avant intervention	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr
Planning entretien VMC	Article 3.2.2 CCTP	Premier mois de l'exercice	Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr

Procès-verbal de contrôle des compteurs	3.2.2 CCTP	Premier mois de l'exercice
Rapport analyse légionnelle	3.2.2 CCTP	Un mois après intervention
Mise à jour documents (format papier et informatique / plans Autocad)	3.2.5 CCTP	Immédiatement après chaque modification
Attestation thermographie infrarouge armoires et tableaux électriques	4.11.3 CCTP lot 1	Un mois après intervention
Bordereaux de suivi des déchets industriels (BSDI) relampin	4.11.7 CCTP lot 1	Un mois après intervention
Rapport vérification lignes de vie	4.17 CCTP lot 1	Annuellement après vérification
Contrôle installations électriques	3.5 CCTP lot 1 3.5 CCTP lot 2	Annuellement après vérification
Rapport de vérification fluide frigorigène	3.5 CCTP lot 1 3.5 CCTP lot 2	Annuellement après vérification
Rapport de fin de marché	8.5 CCTP lot 1 7.5 CCTP lot 2	Deux mois avant la fin du marché

### 8.2.2 Documents fiscaux et sociaux

Tous les documents administratifs listés au présent article sont à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations par le(s) titulaire(s) et chacun des sous-traitants agréés**. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

#### **Documents à produire tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre**

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du code du Travail, devront être produits, **tous les 6 mois, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution** de celui-ci, les documents suivants :

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois,

- Un document garant de l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K Bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription),
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.  
Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précisera pour chaque salarié :
  - 1° Sa date d'embauche ;
  - 2° Sa nationalité ;
  - 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas d'inexactitude ou de non-production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

#### **Documents à produire tous les ans jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre**

Tous les ans, à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci :

- Une attestation délivrée par l'administration fiscale établissant que le titulaire est à jour de ses obligations fiscales au moment où l'ANCT lui en fait la demande.
- Les attestations d'assurances mentionnées à l'article 8.4.1 du présent CCAP

#### **Les documents exigibles en cas de détachement d'un salarié sur le sol français**

Dans l'hypothèse où l'un des titulaires et/ou un sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre était établi hors du territoire français, les documents suivants seront obligatoirement communiqués au maître d'ouvrage, avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en application des articles R.1263-3 et suivants du code du travail :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2. (La désignation de ce représentant est effectuée par écrit par l'employeur. Elle comporte les noms, prénoms, date et lieu de naissance, adresse électronique et postale en France, le cas échéant la raison sociale, ainsi que les coordonnées téléphoniques du représentant. Elle indique l'acceptation par l'intéressé de sa désignation ainsi que la date d'effet et la durée de la désignation, qui ne peut excéder la période de détachement.

En cas d'inexactitude ou de non production de cette liste, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

### **8.3 Obligations d'information**

#### **8.3.1 Modifications dans la structure du titulaire**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'ANCT les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiements ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

Le défaut de communication de ces renseignements dégagera la responsabilité de l'ANCT dans toute éventuelle erreur d'acheminement d'un document au titre du présent accord-cadre et le titulaire ne pourra invoquer cette erreur pour contester les pénalités qu'il pourrait encourir en cas de retard.

En cas de non communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

### **8.3.2 Présentation d'un sous-traitant**

En cas de sous-traitance, il sera fait application des articles R 2193-1 à R2193-22 du Code de la commande publique, régissant notamment les conditions d'agrément des sous-traitants et les dispositions financières qui seront appliquées.

Ce document, qui sera dûment complété et signé, devra en outre, pour être complet, être accompagné de toutes les pièces qui y sont listées.

Certains documents contenus dans cette liste sont à produire par voie dématérialisée, par le sous-traitant lui-même, sur la plateforme de dépôt de documents en ligne E-Attestations. Pour ce faire, à réception du dossier de demande de sous-traitance par l'acheteur, ce dernier créera sur la plateforme précitée un dossier spécifique au sous-traitant présenté et rattaché au présent accord-cadre. Le sous-traitant sera avisé de la création de ce dossier par un courriel d'E-Attestations. Il pourra alors déposer les documents attendus de lui sur la plateforme.

Les documents à déposer par le sous-traitant sur cette plateforme sont les suivants :

- Une attestation de régularité fiscale prouvant que l'entreprise était à jour de ses obligations fiscales au moment du dépôt
- Une attestation de vigilance prouvant que l'entreprise était à jour de ses déclarations et cotisations sociales pour l'année N-1
- Les documents listés à l'article 8.2.2 du présent CCAP datant de moins de 6 mois
- Les attestations d'assurances visées à l'article 8.4.1 du présent CCAP en cours de validité.
- Si l'entreprise sous-traitante est établie hors de France, une copie de la déclaration de détachement établie en application des articles R1261-1 et suivants du Code du Travail et une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2

Aucun de ces documents ne sera pris en compte s'il est transmis à l'acheteur sous format papier.

L'entrepreneur veille à ce que tout sous-traitant agréé, dès lors qu'il intervient plus de 6 mois sur le chantier, renouvelle chaque document ainsi déposé, sur la même plateforme, lorsqu'il n'est plus en cours de validité. A échéance de validité de chaque document, le sous-traitant recevra un courriel d'E-Attestations l'invitant mettre à jour le ou les documents concernés.

## **8.4 Obligations diverses du titulaire**

### **8.4.1 Responsabilités et assurances**

*Responsabilités :*

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des

- prestations peut causer directement ou indirectement :
- à son personnel ou à des tiers
  - à ses biens, aux biens appartenant à l'ANCT ou à des tiers.

#### *Assurances :*

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, avant la signature de l'accord-cadre, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Toutes les attestations d'assurance attendues des titulaires et de leurs sous-traitants sont à déposer obligatoirement sur la plateforme **E-Attestations**. Aucun document ne sera pris en compte sous format papier.

Le titulaire doit renouveler la production de ces documents dès l'échéance de validité des documents précédemment transmis, sur la plateforme dématérialisée E-Attestations.

Il est attendu les mêmes documents de chaque sous-traitant présenté et agréé par l'acheteur.

#### 8.4.2 Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

Le titulaire doit appliquer la réglementation en vigueur.

#### 8.4.3 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités.

#### 8.4.4 Vêtements de travail

Le titulaire devra doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail, éventuellement de protection et de chaussures de sécurité. Les vêtements portés par tous les agents en activité devront faire apparaître en permanence le sigle de leur entreprise. De même, le personnel d'encadrement devra être en mesure de justifier de son appartenance à l'entreprise. Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel doit obligatoirement être muni d'un badge d'identification porté de façon apparente faisant mention des éléments suivants : nom de l'entreprise, nom du salarié et photo du salarié.

#### 8.4.5 Effectifs et moyens mis en œuvre

Le titulaire est tenu d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents qualifiés sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, d'autre part

de s'être organisé avec l'ANCT ou son représentant pour accéder aux cages d'escaliers des immeubles si cela est nécessaire.

Il est tenu enfin d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes, suffisants de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les parties communes.

#### 8.4.6 Consignes de sécurité

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité, générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

#### Responsable administratif, technique et financier (RATF)

Pour coordonner l'ensemble des travaux, le titulaire met en place un responsable administratif technique et financier (RATF) ayant la qualification, l'expérience et le pouvoir de décision requis pour organiser, gérer, contrôler les travaux réalisés. Il sera nommé dans les 15 jours qui suivent la notification par courrier adressé à la Direction de la Logistique.

En cas de départ du RATF, le titulaire doit avertir la Direction de la Logistique de l'ANCT par courrier 15 jours avant son départ et communiquer le nom du remplaçant.

Le RATF est l'interlocuteur direct du titulaire pour les questions administratives, techniques et financières :

#### 8.4.7 Dispositions en cas d'arrêt de travail

En cas d'arrêt de travail de son personnel, notamment en raison de maladies, grèves..., le titulaire sera tenu d'assurer les prestations commandées par l'ANCT.

### **ARTICLE 9**

### **OBLIGATIONS DE L'ANCT**

#### **9.1 Coordonnées du (des) référent(s) t**

Le référent de l'ANCT est le signataire du bon de commande, dont les coordonnées sont indiquées sur chaque bon de commande.

Les référents techniques d'agences (RTA) sont les garants du bon fonctionnement des accords-cadres. Leurs coordonnées seront transmises au titulaire à la notification de l'accord-cadre.

#### **9.2 Accès aux locaux et équipements**

Pour toute la durée de l'accord-cadre ou uniquement pour l'exécution d'un bon de commande en particulier, l'ANCT dotera si nécessaire le titulaire de clés en quantité suffisante, celles-ci permettant l'accès à certains locaux intéressés par les prestations.

En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt l'ANCT des exemplaires manquants. Ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur. En fin d'accord-cadre ou après exécution des prestations relatives au bon de commande, le titulaire sera tenu de remettre à l'ANCT les clés confiées initialement.

#### **9.3 Fourniture d'eau et d'électricité**

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau froide nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par l'ANCT.

**10.1 Modalités de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession conformément aux prescriptions des articles **27 à 30** du C.C.A.G. - F.C.S., sous réserve de l'application des dispositions ci-après.

D'une manière générale, le Titulaire garantit la fiabilité, les résultats minimaux et la pérennité des installations. Les performances à garantir en matière de continuité de service sont de manière générale, les conditions de fonctionnement et d'exploitation définies dans le CCTP.

Les résultats à obtenir sont également appréciés en fonction du nombre d'incidents de fonctionnement, de l'indisponibilité des matériels, équipements ou locaux, ainsi que du non-respect des conditions définies au CCTP.

Des opérations de vérification et essais peuvent être réalisées par l'ANCT et ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Ces opérations de vérification ou essais sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire.

Par dérogation à l'article 27.2 du C.C.A.G. – F.C.S, les essais prévus par le CCTP sont à la charge du Titulaire. Si les essais sont complémentaires à ceux prévus par le marché et s'ils mettent en évidence une carence du Titulaire, celui-ci en supporte la charge. En revanche, si les résultats d'essais sont favorables au Titulaire, l'ANCT prend en charge leur coût.

Les principales vérifications effectuées sont :

- la réalisation de contrôles de température dans les bureaux,
- des visites systématiques des installations techniques avec remise d'un rapport,
- la vérification de la réalisation des travaux sur bons de commande
- la validation des rapports, bilans, etc. communiqués par le titulaire.

Le Titulaire a l'obligation de répondre aux remarques ou compte-rendu dans les délais indiqués.

Tout manquement ou toute défaillance du Titulaire, ne pouvant être assimilés à un cas de force majeure, fait l'objet d'un constat par l'ANCT qui est notifié au Titulaire et donne lieu à une décision de réfaction partielle ou totale et/ou d'application de pénalités forfaitaires sans mise en demeure préalable.

Sont assimilés à des cas de force majeure, dégageant la responsabilité du Titulaire, tous événements exceptionnels non imputables au Titulaire et n'ayant pu être ni prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir tout ou partie de ses engagements.

Dans tous les cas, le Titulaire doit prendre toutes dispositions pour remettre le matériel ou l'équipement en état de fonctionnement ou de propreté normal.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes et/ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement



concerné. Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du Titulaire, les pénalités sont appliquées.

En complément des opérations de vérifications, l'ANCT peut à tout moment mandater une entreprise pour effectuer des essais ou contrôles sur les installations prise en charge par le Titulaire.

Par dérogation à l'article 27.2 du C.C.A.G. – F.C.S, dans le cadre du marché, le Titulaire devra à ses frais :

- les travaux préparatoires pour la réalisation des essais ou contrôles,
- l'ouverture des locaux techniques (y compris les frais de déplacements),

l'assistance et l'accompagnement de l'entreprise mandatée par l'ANCT pour effectuer ses contrôles et essais.

## **10.2 Décisions après vérifications**

A l'issue des opérations de vérifications, l'ANCT peut prendre l'une des décisions suivantes en application de l'article 30 du CCAG - FCS :

- Admission
- Ajournement,
- Réfaction,
- Rejet.

La réception des prestations sera prononcée par la personne habilitée qui établira un procès-verbal de réception des prestations.

## **ARTICLE 11 PENALITES**

Les modalités d'application des pénalités du présent article dérogent à l'ensemble de l'article 14 du CCAG-FCS. Les pénalités ne sont pas libératoires.

### **11.1 Pénalités de retard d'exécution des prestations**

En cas de retard dans l'achèvement d'une prestation liée à l'astreinte, telle que définies à l'article

3.2.3 du CCTP (lot 1), une pénalité forfaitaire de 20 euros sera appliquée par heure de retard.

En cas de retard dans l'achèvement d'une prestation sur bon de commande, une pénalité de 50 euros sera appliquée par jour calendaire de retard. Le montant sera déterminé par simple comparaison de la date d'achèvement de la prestation avec celle fixée par le bon de commande correspondant.

### **11.2 Autres pénalités (pour absence, retard ou inexactitude dans la fourniture des documents à fournir en début et en cours d'accord-cadre)**

NATURE DU DOCUMENT	DELAI DE TRANSMISSION	DESTINATAIRE	PENALITE ENCOURUE EN CAS DE NON TRANSMISSION
Fiche d'intervention	Immédiat après intervention	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	30 € par constat
Non respect de la procédure de gestion des demandes d'intervention	Sur constat	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	30 € par constat
Document relatif à la présentation d'un sous-traitant	21 jours minimum avant l'intervention du sous-traitant	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	100 € par jour calendrier de retard i
Attestation d'assurance	15 jours maximum après la notification du marché et dans les 15 jours à compter de la demande	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	300 € par constat
Absence de port des vêtements de travail	Sur constat	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	30 € par constat
Information écrite relative à la nomination du RATF et du remplaçant le cas échéant	15 jours maximum après la notification du marché et immédiatement après un éventuel changement	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	100 € par constat
Factures	30 jours maximum après réalisation des prestations	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	50 € par jour calendrier retard
Devis	Dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la demande	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	50 € par calendrier retard
Envoi du rapport mensuel d'exploitation	Au 10 de chaque mois	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	50 € par jour calendrier retard
Numéros d'astreinte	Au plus tard à la date de début des prestations et 15 jours avant la mise en service si changement de numéro	Duc-Evry.MOUHOMBO@anct.gouv.fr	1500 € par constat

Autres pénalités	Calcul de la pénalité par obligation non respectée	Indicateur
Manquement à la réglementation relative au travail dissimulé	200 euros par jour calendaire de retard, sans pouvoir excéder à la fois 10 % du montant du marché et 75.000,00 euros et/ou résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire	Mise en demeure
Sous-traitance occulte	8000 € ou résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire	Constat de l'ANCT
Non-respect des obligations relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	160€	Constat de l'ANCT
Exécution de travaux dangereux, insalubres, non réglementaires ou non autorisés par l'ANCT	160€	Constat de l'ANCT
Non réalisation de l'inspection commune préalable à toute intervention (Art. 6.1.4 du CCAP)	50€	Constat de l'ANCT
Non respect des délais ou absence de réponse aux remarques ou comptes rendus liées aux opérations de vérification (contrôles de températures, visites techniques des installations ...)	50€ par jour entier	Constat de l'ANCT
Non réalisation des prestations forfaitaires de maintenance prévues dans le CCTP	100€ par constat et par semaine entière	Constat de l'ANCT
Non réalisation des essais réglementaires ou contrôles prévus dans le CCTP	100€ par constat et par semaine entière	Constat de l'ANCT
Exécution non conforme au marché	100€ par constat et par semaine entière	Constat de l'ANCT
Panne répétitive	100€ au-delà de 3 pannes par an sur le même équipement et par panne	Constat de l'ANCT

Manquement par rapport aux performances et qualités d'origine des équipements	50€ par jour entier	Constat de l'ANCT
Non mise à jour ou non remise des documents définis dans le cahier des charges	100€ par semaine entière et par document	Constat de l'ANCT
Non respect des délais de transmissions des documents de l'article 7 . 2 du présent non précisé dans le présent article	50€ par jour calendaire de retard	Constat de l'ANCT
Absence de port de carte d'identification professionnelle ou badge (par personne)	75€ par badge/carte/logo non présenté ou non conforme	Constat de l'ANCT
Absence de nettoyage des lieux, accès et abords en cours ou en fin de travaux	50€	Constat de l'ANCT
Défaillance dans le cadre de l'astreinte : prestataire non joignable	50€	Constat de l'ANCT

### 11.3 Autres pénalités

Le tableau ci-dessous récapitule l'ensemble des pénalités non listés précédemment :

### 11.4 Exonération de pénalités

Par dérogations à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune exonération de pénalité.

### 11.5 Dispositions d'application

Ces pénalités sont déterminées forfaitairement (en €), le cas échéant par jour de retard, et ne sont pas soumises à l'obligation de mise en demeure préalable.

Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire du présent accord-cadre sera défalqué directement par l'ANCT du montant des prochaines factures présentées par ledit titulaire.

Si le montant des pénalités applicables est supérieur au montant de la facture sur laquelle elles apparaissent, la facture laissera apparaître un solde négatif qui sera traité sous forme d'avoir pour les prochaines factures à venir.

## ARTICLE 12

## CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 12.1 Avance

Au titre du présent accord-cadre il ne sera pas accordé d'avance au titulaire.

### 12.2 Acomptes

L'article L2191-4 du code de la commande publique prévoit que les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution de l'accord-cadre ouvrent droit à des

acomptes.

L'acompte rémunère un service fait dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par l'ANCT.

Tout dépassement du délai de paiement de 30 jours d'un acompte donnera lieu au versement d'intérêts moratoires (cf. article 15.2 du présent CCAP).

### **12.3 Retenue de garantie**

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

## **ARTICLE 13**

## **CONTENU DES PRIX - VARIATION DES PRIX**

### **13.1 Contenu des prix**

Les prestations à prix forfaitaires sont rémunérées par application des prix indiqués dans la décomposition du prix forfaitaire (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

Les prestations sur bons de commande sont rémunérées par application des prix unitaires indiqués dans le bordereau des prix unitaires (annexe n°2 à l'acte d'engagement).

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés tenir compte des prescriptions décrites au CCTP, et en particulier des points suivants :

- des déplacements,
- du coltinage des matériaux, de la descente à toute hauteur et de l'enlèvement des gravois aux décharges publiques,
- du montage des matériaux à toute hauteur, y compris mise en place des agrès nécessaires,
- de la main-d'œuvre, durée hebdomadaire légale, compris charges sociales,
- des fournitures nécessaires aux travaux, compris les petites fournitures,
- de la location, de l'amortissement, de la manutention du matériel et de l'outillage nécessaire à l'exécution des travaux,
- du nettoyage des lieux, accès et abords en cours ou en fin de travaux ou de leur protection au moyen de toiles ou bâches,
- des assurances et garanties réglementaires contractées par les entrepreneurs,
- des incidences de petites surfaces, locaux encombrés et toutes sujétions particulières de mise en œuvre,
- de la dépose et de l'enlèvement des anciennes installations, y compris fourniture de bennes pour stockage et enlèvement des gravois nécessaires,
- la signalisation du chantier pour protection des personnes et l'installation des éléments nécessaires pour la libre circulation éventuelle des piétons ou voitures,
- des sujétions d'échafaudages et matériels nécessaires à la protection des personnes et des biens.
- de la contribution pour l'éco-participation (suivant prestation) Il ne sera pas admis de

plus-value pour travaux en milieu occupé.

## 13.2 Variation dans les prix

### 13.2.1 Mois d'établissement des prix

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois **d'avril 2024**, correspondant au mois de remise des offres ou, le cas échéant, au mois de remise des offres négociées (en cas de procédure avec négociations). En cas de report de la date de remise des offres en cours de publicité sur un autre mois, le mois M0 correspondra au mois de remise des offres rectifié.

### 13.2.2 Choix de l'index/indice de référence

Les indices de référence choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché sont :

- \* **ICHT-revTS** : Indice du coût horaire du travail révisé – Tous salarié (ICHTrev-TS)
- \* **PSDNR1 - FSD1** : Indice frais et services divers – modèle de référence n°1 – Indice de remplacement du PSDA.

En cas de disparition d'un indice, l'ANCT communiquera au titulaire un nouvel indice de substitution par courrier recommandé avec accusé réception.

### 13.2.3 Modalités de révision des prix

Chaque prix de la décomposition forfaitaire et du bordereau sera applicable sans révision pendant les 12 premiers mois d'exécution de la prestation.

Chaque prix sera ensuite révisé le 1<sup>er</sup> jour de chaque période de reconduction selon la formule ci-après :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,70 \times \frac{\text{ICH-revTS}_1}{\text{ICH-revTS}_0} + 0,15 \times \frac{\text{FSD}_1}{\text{FSD}_0})$$

dans laquelle :

P= prix révisé

P= prix initial au mois d'établissement des prix.

ICH-rev TS<sub>1</sub> ICH-revTS<sub>0</sub> FSD<sub>1</sub> FSD<sub>10</sub>

- = dernière valeur publiée de l'indice ICH-TS au jour de la révision
- = valeur de l'indice ICH-TS au mois d'établissement des prix
- = dernière valeur publiée de l'indice FSD1 au jour de la révision
- = valeur de l'indice FSD1 au mois d'établissement des prix

Le titulaire fournira à l'ANCT le bordereau de prix ou le prix forfaitaire révisé ainsi que la formule de calcul détaillée ayant servi pour son établissement.

A chaque révision, le titulaire transmettra à l'ANCT l'annexe au CCAP, indiquant son taux de révision, son calcul et ses sources d'information avec les indices retenus.

Ce coefficient de révision ne pourra être appliqué sur facture, qu'après la validation de l'ANCT. Cette clause de variation des prix s'applique aux acomptes (cf. article 12.2 du présent CCAP).

### 14.1 Facturation électronique

La dématérialisation des factures est désormais une obligation.

Le titulaire de l'accord-cadre et ses sous-traitants admis au paiement direct utilisent une solution mutualisée, mise à la disposition de l'Etat, dénommée « Chorus », qui permet la réception et la transmission des factures sous forme électronique.

### 14.2 Facturation

#### 1. **Prestations forfaitaires :**

Les prestations forfaitaires font l'objet d'une facture à terme échu à la fin de chaque trimestre civil.

Les prestations forfaitaires du mois de décembre ou du dernier trimestre de l'année civile, devront impérativement être facturées, au plus tard le 10 janvier de l'année suivante, afin de respecter les règles comptables.

#### 2. **Prestations à prix unitaires :**

Le titulaire veillera à transmettre à l'ANCT les factures établies sur la base du bon de commande correspondant dans un délai de 30 jours à compter de la réalisation effective des prestations et après l'admission des prestations en application de l'accord-cadre. L'exemplaire du bon de commande annoté « à joindre à la facture » devra obligatoirement accompagner ladite facture.

Tout règlement par l'ANCT est subordonné à la présentation d'une facture, établie sur la base des dispositions énoncées ci-dessus.

#### 3. **Contenu de la facture :**

Toute facture sera accompagnée des fiches d'intervention mentionnées à l'article 7.2 du CCAP, signées par le gardien, ainsi que du bon de commande le cas échéant, et devra préciser distinctement :

- les nom et adresse de L'ANCT
- les nom et adresse du titulaire
- la date et le numéro de facture
- le numéro de l'accord-cadre et le numéro de contrat le cas échéant
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire
- la référence aux bons de commande, le cas échéant
- le HP<sup>2</sup> auquel se réfère la facturation et le nom du groupe immobilier
- le lieu de l'exécution de la prestation
- la dénomination précise, le détail et le montant HT et TTC des prestations réalisées
- la période ou la date d'exécution de la prestation
- le(s) prix hors taxes unitaire(s)
- le coefficient de révision du ou des prix le cas échéant
- le montant total hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC.

Le titulaire devra donc faire figurer les sous-totaux en HT, HT révisé, TVA et TTC par HP et ce pour chaque type de prestation ainsi que pour le total.

Les factures seront présentées selon le même formalisme durant toute la durée de l'accord-cadre. Une facture ne pourra pas faire figurer plusieurs bons de commande.

#### 4. Refus de paiement des factures

Si une facture erronée était établie, cette facture devra faire l'objet d'un avoir total (et non d'un avoir partiel pour la partie de la prestation erronée) ; une facture rectificative sera ensuite émise.

Toute facture à modifier après vérification ou réfaction par l'ANCT sera retournée au titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation d'une nouvelle facture.

Les refus de factures seront faits directement sur le portail Chorus, et un nouveau dépôt devra être fait une fois le litige levé avec tous les éléments nécessaire (Bon de commande, tableau, PV...) et sous un nouveau numéro de facture et une date de facture actualisée.

ARTICLE 15

### 15.1 Délai global de paiement

L'ANCT n'est pas soumis aux règles de la comptabilité publique.

Il est également précisé que s'agissant des modalités de règlement visées par le CCAG, les délais de règlement n'excéderont pas **30 jours** à compter de la date de remise à l'ANCT de la facture.

Le délai global de paiement de **30 jours**, expire à la date de règlement qui est défini comme l'ordre de virement donné à l'établissement financier teneur du compte de l'ANCT.

## 15.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de **huit** points.

En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

## ARTICLE 16 SUSPENSION DU MARCHE POUR IMPREVISION

Conformément à l'article 24 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction



par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'ANCT.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter à l'accord-cadre et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

## **ARTICLE 17                      RESILIATION**

### **17.1 Dispositions générales**

Conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG F.C.S., les différents cas de résiliation s'appliquant au présent accord-cadre sont les suivants :

- Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre (décès, liquidation judiciaire, etc.),
- Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre (difficultés techniques particulières, force majeure),
- Résiliation pour faute du titulaire
- Résiliation pour motif d'intérêt général.

En complément du chapitre 7 du CCAG F.C.S., l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire en cas de non remise du Plan de prévention des risques signé par ce dernier.

### **17.2 Exécution aux frais et risque du titulaire**

L'ANCT peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire. Dans ce cas, la décision de résiliation mentionnera expressément le recours à cette disposition.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées par l'ANCT à l'encontre du titulaire du présent accord-cadre, en raison de ses fautes.

## **ARTICLE 18                      INTERPRETATION / DROIT APPLICABLE**

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses, et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Dans tous les cas, le droit applicable est le droit français.

**ARTICLE 19****LANGUE APPLICABLE AU MARCHÉ**

- Si le titulaire est de nationalité française :  
Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont rédigées en français.  
Durant l'exécution de l'accord-cadre, tous les services fournis, les documents remis et les livrables associés aux prestations seront rédigés en langue française.
  
- Si le titulaire est de nationalité étrangère :  
Les pièces constitutives de l'accord-cadre doivent comporter un exemplaire en langue française ; seul cet exemplaire fait foi entre les parties signataires.  
Durant l'exécution de l'accord-cadre, la langue française sera imposée pour la rédaction de la version définitive des livrables associés aux prestations du titulaire.

**ARTICLE 20****TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE**

Conformément à l'article R 312-11 du Code de Justice Administrative, les parties conviennent de saisir le Tribunal Administratif de Paris, dans le ressort duquel est domicilié l'ANCT.